

Le cri étouffé de la famine

Les famines qui touchèrent l'URSS en 1932-1933 ont laissé, en Ukraine, le souvenir d'un génocide délibéré. Elles s'inscrivaient dans le cadre de la mise en place de l'économie planifiée et de la volonté d'éliminer la « classe » des koulaks.

P printemps 1933. L'horreur de la famine en Europe ! Une famine comme le continent n'en avait pas connue en temps de paix depuis des décennies. Des villages dépeuplés, des familles entières réduites à l'état de cadavres décharnés, des cimetières saturés, partout des fosses communes et même, trop souvent, des actes d'anthropophagie. Une famine... mais secrète, cachée, dissimulée derrière les frontières fermées de l'Union soviétique. Tout au plus, la presse étrangère parlait-elle de « problèmes agricoles » ou de « disette » liée aux aléas météorologiques quand de nombreux hommes politiques, écrivains ou penseurs occidentaux, admirateurs de la construction du communisme, à l'instar de l'ancien président du Conseil français Edouard Herriot ou du dramaturge et prix Nobel britannique George Bernard Shaw, niaient qu'il y eût dans le pays des soviets autre chose que prospérité et progrès social.

La voix d'un témoin s'éleva pourtant. Pendant l'hiver de 1933, Gareth Jones, journaliste britannique de 27 ans, avait parcouru sans autorisation les terres soviétiques dévastées et avait constaté l'indicible. Le film polono-britannico-ukrainien *L'Ombre de Staline* (titre original *Mr Jones*, 2019) d'Agnieszka Holland a raconté sous forme légèrement romancée son périple à



travers l'Ukraine ravagée. Il avait livré son témoignage dès sa sortie d'URSS, le 29 mars, lors d'une conférence de presse et d'une interview donnée au *New York Evening Post* : « Des millions de personnes meurent de faim... Partout, s'élève le cri : "Il n'y a pas de pain. Nous mourons". Ce cri vient de tous les coins de Russie, de la Volga, de la Sibérie, du Caucase du Nord, de l'Asie centrale. J'ai parcouru la région des terres noires [l'Ukraine] parce que c'était autrefois la terre agricole la plus riche de Russie et parce

qu'on a interdit aux correspondants de s'y rendre pour voir par eux-mêmes ce qui s'y passe. » Et, pour bien marquer les esprits, il précisait que cette famine était « aussi désastreuse que la catastrophe de 1921, lorsque des millions moururent ».

Comment en était-on arrivé là ? Comment un désastre d'un autre âge avait-il pu se produire dans un pays que l'on tenait pour l'un des plus développés de son époque ? Pour le comprendre, il convient de remonter le temps jusqu'à cette année 1921.

Une phase de repli

La famine qui ravagea alors la Russie soviétique fut terrible mais, à l'époque, on mettait cette calamité sur le compte de la Première Guerre mondiale et de la terrible guerre civile qui avait ravagé le pays pendant plus de trois ans. Mais une troisième cause avait fini de le ruiner : le communisme de guerre. Malgré son nom, il n'avait rien à voir avec les opérations militaires. C'était une politique délibérée destinée à éradiquer le capitalisme et à instaurer une société sans classes. Toutes les industries furent alors nationalisées et l'agriculture collectivisée. Même si les paysans gardaient le droit d'exploiter les terres qu'ils travaillaient, la confiscation des récoltes se traduisit par une chute totale de la production agricole, par la paupérisation

de la population et, selon les estimations les plus crédibles, par quelque 5 millions de morts de faim, entre 1921 et 1922.

A la tribune du X^e congrès du Parti bolchevique, en mars 1921, Lénine lui-même expliqua avoir avancé « trop vite » dans la réalisation des objectifs du communisme. « *Était-ce une erreur ? Sans aucun doute* », reconnut-il en prônant un repli tactique. Ce fut la Nouvelle Politique économique (NEP), qui autorisait l'entreprise privée dans les domaines agricole, commercial et artisanal, même si l'Etat demeurait propriétaire des moyens de production industriels et de la terre, que les paysans étaient autorisés à exploiter librement moyennant impôt.

La NEP porta les fruits espérés. Grâce à la reprise de l'activité agricole privée, la famine consécutive au communisme de guerre fut jugulée. La relance du commerce et de l'artisanat permit d'approvisionner le pays en denrées et marchandises diverses, enrichissant ceux qui réussissaient dans les affaires et que l'on désigna bien vite du sobriquet de *nepmani* (« *nepmen* »), dans lequel la désapprobation morale se conjugua à l'envie. Dans les campagnes, la mise en place de la nouvelle politique s'étala sur plusieurs années et fit naître un lourd antagonisme entre les paysans aisés, surnommés « koulaks », qui réussissaient grâce aux nouvelles conditions consenties par les autorités, et la masse de ceux qui ne savaient pas en tirer profit et rendaient les autres responsables de leurs infortunes.

Dans l'esprit des bolcheviks, la NEP, phase de repli, n'était pourtant pas destinée à durer. En dépit de ses bons résultats, elle était aux antipodes de ce pour quoi ils

COMMUNISME DE GUERRE

Ci-contre : lors de la famine en Russie, vers 1921, un enfant affamé se laisse mourir. Page de gauche : Joseph Staline, par Isaak Brodsky, 1933 (Moscou, musée d'Etat et centre d'exposition Rosizo). Dès 1928, Staline mit en place l'économie planifiée de l'URSS, dont la collectivisation des terres fut le volet agricole. Cette politique eut pour conséquence tragique la grande famine des années 1932-1933, qui fit plus de 7 millions de morts en URSS.





avaient pris le pouvoir. Ils étaient révoltés par la naissance de cette nouvelle classe de *непmani*, ces gens qui amassaient des fortunes grâce à l'exploitation des paysans pauvres et à la *spéculation* (c'est-à-dire le commerce) sur le dos de la classe ouvrière. De plus, pour faire face à l'hostilité du monde capitaliste, la priorité devait être de développer l'industrie lourde pour doter l'Armée rouge des armements les plus modernes. Pour finir, des ressources

considérables se perdaient dans les poches des profiteurs. La nationalisation des exploitations et des entreprises privées permettrait de dégager de quoi moderniser et développer l'outil de production. La conjonction de ces raisons conduisit Staline à revenir sur la NEP. Lénine était mort en 1924, la situation économique s'était stabilisée et il était temps de poursuivre la marche en avant vers la société sans classes. Pour commencer, une gestion

centralisée de l'économie fut mise en place : à partir de 1927, le Comité d'Etat pour la planification (Gosplan) fut chargé de l'élaboration et de la mise en œuvre du premier plan quinquennal (1928-1932), destiné à créer une industrie moderne capable de fournir l'acier nécessaire aux besoins militaires. Les bassins miniers, la métallurgie et la sidérurgie furent privilégiés.

En mai 1930, le Comité central du Parti, à Moscou, désigna l'Ukraine comme l'une des parties de l'Union soviétique où les investissements devaient être concentrés. Le Donbass était déjà l'un des principaux centres industriels de l'Empire russe ; son appareil de production fut modernisé et développé. A proximité, la partie inférieure du cours du Dniepr devint également une région industrielle d'importance, en grande partie grâce à la construction de l'énorme centrale hydroélectrique du Dniepr. D'autres barrages furent établis dans les bassins du Dniepr et du Donets, permettant de décupler la production ukrainienne d'électricité entre 1928 et 1940 et de multiplier les unités de production.

Marche en avant

La mise en place de l'économie planifiée à partir de 1928 ne toucha pas seulement l'industrie. Pour les idéologues soviétiques, la collectivisation des terres devait permettre une plus grande efficacité de l'agriculture tout en la débarrassant de l'influence néfaste du profit qui, selon eux, demeurait l'obstacle principal à la construction de la société socialiste. De grandes exploitations, la mise en œuvre de pratiques de gestion modernes et l'utilisation optimale de machines agricoles permettraient des gains de productivité. Cela rendrait possible aussi d'exporter des céréales et des denrées agricoles pour obtenir les devises nécessaires à l'achat de l'appareillage dont le pays avait le plus grand besoin.

Les planificateurs étaient conscients que s'ils voulaient éviter une situation équivalente à celle du communisme de guerre, il fallait procéder avec prudence et par étapes. Le premier plan quinquennal prévoyait que 25 % des terres agricoles de l'ensemble du pays seraient collectivisées en 1932. Au départ, le mouvement devait se faire

sur une base volontaire : les autorités encourageraient les paysans et ouvriers agricoles à rejoindre les exploitations collectives (kolkhozes) ou les fermes d'Etat (sovkhozes). En théorie, ils devaient y trouver de meilleures rémunérations et bénéficier des avantages de la mécanisation assurée par les Stations de machines et tracteurs (MTS), qui mettaient à la disposition des exploitations collectives environnantes des tracteurs, des moissonneuses-batteuses et d'autres machines indispensables pour obtenir de bons rendements. La première de ces MTS fut implantée dans la région d'Odessa, en Ukraine, en 1928.

Pourtant, les avantages de la modernisation et de la facilité de gestion ne parvinrent pas à arracher les paysans à leurs fermes, même les plus petites et les plus difficiles à exploiter. Devant le manque de succès de la politique d'incitation, le Comité central décida, dès février 1929, d'utiliser la manière forte par la confiscation des terres et des bêtes, à commencer par celles des koulaks, qualifiés d'« ennemis du peuple ». Pour faciliter les choses, les autorités attisaient la haine contre ces



LES « ENNEMIS DU PEUPLE » Page de gauche : défilé de paysans sous une banderole : « Nous, kolkhoziens, exigeons la base d'une collectivisation et la liquidation des koulaks en tant que classe », illustration tirée de *La Russie au travail*, d'Ernst Glaeser et Franz Carl Weiskopf, 1931. Ci-dessus : *Du passé proche*, par Youri Petrovitch Kugach, 1960-1990 (Moscou, Maison centrale des artistes). Illustration de l'expropriation et de la déportation des koulaks à partir de 1928-1929. En bas : « Soyez prêts à défendre l'URSS. Echangez le tracteur pour un fusil, un char ou une voiture blindée », affiche de propagande des années 1930.



« exploiters ». Les membres des Jeunesses communistes (Komsomol) et des comités de paysans pauvres constituèrent le fer de lance de la lutte. Dès le mois de mai 1929, la notion de koulak fut définie. Etait considéré comme tel tout paysan qui bénéficiait d'un revenu supérieur à 300 roubles, employait un ou plusieurs tâcherons et disposait d'une quelconque machine agricole motorisée. Pourtant, à l'époque, le revenu moyen annuel d'un ouvrier était de 338 roubles. Même avec une définition aussi large, les exploitations privées concernées ne représentaient, sur toute l'Union soviétique, que moins d'une sur cinquante.

En janvier 1930, un nouveau mot d'ordre fut lancé : « *Liquider les koulaks en tant que classe.* » En trois mois, la plupart des populations concernées furent chassées de leurs terres, déportées, emprisonnées ou exécutées en cas de résistance ou de « sabotage ». Pour donner plus d'ampleur à la lutte, les autorités augmentèrent artificiellement le nombre d'ennemis du peuple en inventant

la catégorie d'« *acolytes des koulaks* » (*подкoulatchniki*). Y entraient tous ceux qui refusaient la collectivisation : en d'autres termes, le plus grand nombre des paysans.

Face à l'arbitraire, les manifestations et les actions violentes se multiplièrent. Elles étaient souvent menées par des femmes. Ces *babski bounty* – « révoltes de bonnes femmes » – prirent de l'ampleur dans l'ensemble des régions agricoles du pays, particulièrement en Ukraine et dans le Caucase. Plusieurs dizaines de paysannes armées de bâtons et de fourches investissaient les kolkhozes et tentaient de récupérer le bétail et le grain. Evidemment, en pure perte : les arrestations se multipliaient et lorsque des détachements de la police politique ou de l'armée avaient le temps d'intervenir, ils n'hésitaient pas à ouvrir le feu sur les manifestantes. Des centaines de femmes furent ainsi tuées, tandis que des milliers d'autres étaient condamnées à être enfermées dans des camps. Mais ces révoltes ne représentaient que la partie apparente d'un



« SOCIALISME TRIOMPHANT »
 Ci-contre : « Dans notre kolkhoze, il n'y a pas de place pour les prêtres et les koulaks », par Nikolai Mikhaïlov, carte postale, 1930. En bas : un convoi de grains d'une ferme collective de la région de Kiev en 1932. Sur l'un des camions, un slogan proclame : « A la place du pain des koulaks, le pain socialiste ».

Russie occidentale et le nord du Caucase... Aucune région ne fut épargnée et si certaines en souffrirent plus que d'autres, ce fut en raison de plus fortes densités paysannes. En tout, selon les estimations les plus réalistes, le nombre de victimes de la grande famine de 1933, que ce soit directement à cause de la faim, de la malnutrition ou des épidémies qui se déclarèrent, sans oublier les répressions qui continuaient, fut de plus de 7 millions de personnes. L'Ukraine soviétique, où étaient concentrées les terres agricoles les plus peuplées, paya un tribut particulièrement lourd : à elle seule, plus de 4 millions de morts. Les autres territoires les plus durement touchés furent la partie occidentale de la Russie (2 millions) et le Kazakhstan (1 million).

Ce funeste épisode de l'histoire est connu, aussi bien en russe qu'en ukrainien, sous le nom de ГОЛОДОМОР, qui signifie « famine » dans les deux langues. Du russe, il se transcrit *golodomor* et, de l'ukrainien, *holodomor*. Avec le temps, il a pris en Ukraine, avec une majuscule, le sens d'une action délibérée du pouvoir soviétique (c'est-à-dire russe) pour exterminer le peuple ukrainien.

Dans la mesure où la collectivisation avait touché l'ensemble de l'URSS, il est difficile de s'attarder sur la thèse d'une action punitive contre l'Ukraine. Il convient plutôt de considérer la grande famine sous

© TOBIE MATHEW / BRIDGEMAN IMAGES. © PICTURES FROM HISTORY / BRIDGEMAN IMAGES.



profond rejet. Dans certains cas, les paysans prirent les armes pour organiser des raids violents contre les fermes collectives et lyncher des activistes communistes.

Dans la logique du régime, il fut décidé de renforcer la répression en s'appuyant sur les éléments « sains » de la société soviétique – les ouvriers d'usine – pour contrer les agissements « contre-révolutionnaires » des paysans. Des volontaires, les « vingt-cinq mille » – puisque tel était leur nombre –, appuyés par d'importants détachements de la milice et de l'armée, furent chargés de mettre en place les fermes collectives et de veiller aux réquisitions de grain. Ceux qui s'opposaient à leur action étaient fusillés, emprisonnés ou déportés. Sur ces « vingt-cinq mille », dix mille furent affectés à l'Ukraine.

Le coût humain

Ce volontarisme soviétique eut un coût exorbitant en termes humains. La production agricole chuta brutalement. Plus du tiers des récoltes furent perdues en raison de la diminution de la main-d'œuvre et de l'inefficacité des kolkhozes et des sovkhazes. En revanche, les quotas de grain à fournir furent doublés par rapport à ce qui était exigé avant la collectivisation : la théorie ne prévoyait-elle pas que les rendements devaient augmenter avec la rationalisation étatique ? La quasi-totalité des récoltes fut confisquée pour être livrée à l'Etat. Les premières famines se déclarèrent au

printemps 1932. Les autorités attribuèrent la situation à la mauvaise volonté des paysans, qui cachaient leur production, et durcirent l'arsenal punitif : désormais l'acte de s'approprier même seulement un épi de blé était puni d'au moins dix ans de camp et même de la mort.

Comme les réserves cachées étaient imaginaires et que, de plus, il n'y avait pas assez de semences pour les nouvelles récoltes, la situation s'aggrava encore en 1933. La famine se généralisa et toucha l'ensemble des zones agricoles : de l'Ukraine au Kazakhstan en passant par la



© HULTON DEUTSCH/CORBIS/GETTY IMAGES.

l'angle de la lutte des classes et de la volonté marquée du Parti communiste d'éliminer une dernière survivance du capitalisme. Il est certain, en revanche, que Staline et ses proches ont considéré que, malgré le bilan humain catastrophique, le résultat était positif, puisqu'il avait donné lieu à l'élimination des koulaks en tant que classe, mais aussi à l'éradication de toute véritable paysannerie attachée à sa terre.

Quant au fait que l'Union soviétique exportait une partie du blé des réquisitions au lieu de l'utiliser pour soulager les souffrances de la population, il confirme le souverain mépris des dirigeants soviétiques pour la vie humaine, leur cynisme pour obtenir les devises nécessaires à l'acquisition d'équipements indispensables à leurs plans d'industrialisation et leur volonté de montrer à toute force la supériorité de leur système sur le capitalisme. Dans les nombreux articles qu'il écrivit dans les semaines qui suivirent son voyage à travers les campagnes soviétiques mourantes, Gareth Jones mettait d'ailleurs en avant, plutôt que des considérations ethniques qui ne lui venaient d'ailleurs pas à l'esprit, cette simple explication : « Le

principal résultat du plan quinquennal a été la ruine tragique de l'agriculture russe. (...) Même à quelques kilomètres de Moscou, il n'y a plus de pain » (*The London Evening Standard*, 31 mars 1933).

Incapables de le faire taire, les services de la désinformation soviétique s'efforcèrent de le discréditer en le présentant comme un affabulateur antisoviétique et malintentionné. Walter Duranty, le correspondant à Moscou du prestigieux *New York Times*, qui avait obtenu le prestigieux prix Pulitzer l'année précédente, n'hésitait pas à accuser son collègue britannique : « Tout rapport sur une famine en Russie est aujourd'hui une exagération ou de la propagande malveillante », écrivait-il. Or, Duranty savait très bien ce qui se passait. Ainsi, lors d'une soirée à Moscou, le correspondant du *New York Herald Tribune* lui demanda ce qu'il comptait écrire au sujet de la famine. « Rien ! répondit-il. Que représentent quelques millions de Russes morts dans une situation comme celle-ci ? Ce n'est qu'un incident dans les énormes changements historiques. »

Confirmant cette ligne de conduite, il écrivit dans un article, en mai 1933 : « Les paysans soviétiques sont plus confiants. Les terres

noires et l'Ukraine sont en meilleure forme qu'on ne le dit (...). Les conditions sont dures, mais il n'y a pas de famine. » Et il concluait par ces mots : « Mais, pour parler franc, on ne fait pas d'omelette sans casser d'œufs. » Au même moment, pendant le printemps et l'été de cette année funeste, la famine tuait quelque 25 000 personnes par jour.

Écrivain et journaliste, spécialiste de la Russie et de l'ex-URSS, Pierre Lorrain est l'auteur de *Moscou et la naissance d'une nation* (Bartillat, 2010) et de *La Fin tragique des Romanov* (Bartillat, 2018).

À LIRE de Pierre Lorrain



L'Ukraine, une histoire entre deux destins
 Bartillat
 688 pages
 25 €